Titre

CRD Rouen, 9 juin 2008

**CONSEIL DE DISCIPLINE DES BARREAUX
DE LA COUR D'APPEL DE ROUEN**

DECISION DU 9 JUIN 2008

A l'audience disciplinaire du samedi 26 avril 2008 à 9h30, tenue publiquement, a été appelée la cause entre :

Monsieur Yves MAHIU, en qualité de Bâtonnier de l'Ordre des Avocats au Barreau de Rouen, Maison de l'Avocat, 6 Allée Eugène Delacroix, Espace du Palais, à 76000 Rouen.

Présent

D'une part

Et

Monsieur X, avocat au barreau de Rouen, né en 1954.

Non comparant

D'autre part

Composition du Conseil de Discipline lors des débats et du délibéré :

- Monsieur le Bâtonnier Benoît DAKIN, avocat au Barreau de Dieppe, Président
- Monsieur le Bâtonnier François HECKENROTH, avocat au Barreau d'Evreux
- Monsieur le Bâtonnier Pascal HUCHET, avocat au Barreau du Havre
- Maître Johann BOUDARA, avocat au Barreau d'Evreux
- Monsieur le Bâtonnier Yves GUERARD, avocat au Barreau du Havre

membres titulaires du Conseil de discipline, et :

- Maître François-Xavier LECOZ, avocat au Barreau du Havre
- Maître Joëlle GIUDICELLI, avocat au Barreau de Rouen
- Maître Stéphane SELEGNY, avocat au Barreau de Rouen
- Monsieur le Bâtonnier Olivier COTE, avocat au Barreau de Bernay

membres suppléants.

Le Conseil a désigné Maître François HECKENROTH comme secrétaire de séance.

A l'appel de la cause, le président a constaté l'absence de Monsieur X et donné connaissance de l'acte saisissant le Conseil de discipline.

Monsieur le Bâtonnier de l'Ordre des avocats du Barreau de ROUEN a été entendu en ses observations.

Le secrétaire de séance a tenu note du déroulement des débats.

Après clôture des débats, l'affaire a été mise en délibéré pour un jugement être rendu le 9 juin 2008 à 14h00 par mise à disposition au secrétariat du conseil de discipline à la Maison de l'Avocat de ROUEN.

Sur quoi, après en avoir délibéré conformément à la loi, le Conseil de discipline des barreaux de la Cour d'Appel de Rouen a statué en ces termes :

LE CONSEIL DE DISCIPLINE,

Attendu que Monsieur X a été cité à l'audience du 26 avril 2008 à 9h30 précises par Monsieur le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats au barreau de Rouen suivant acte de Maître Gilles CATHERINE, Huissier de Justice à YVETOT (Seine Maritime), en date du 17 avril 2008 dans les conditions prévues aux articles 655 à 658 du code de procédure civile.

Que cette citation est régulière dès lors que toutes les pièces du dossier de la présente procédure confirment que l'adresse à laquelle Monsieur X a été cité, qui est son ancienne adresse professionnelle, est bien le seul domicile connu de l'intéressé ;

Qu'au surplus, ce dernier a plusieurs fois accusé réception des notifications qui lui ont été faites à cette adresse, tant à l'occasion de la présente procédure –ainsi en dernier lieu pour ce qui est de la notification du rapport d'instruction contradictoire (côte D29) et de la convocation à comparaître devant le Conseil de l'Ordre en date du 19 mars 2008 (D35)-, qu'en ce qui concerne la procédure à l'occasion de laquelle le Tribunal de Grande Instance de ROUEN a ouvert une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de Monsieur X ; qu'en outre celui-ci se domicilie toujours à la même adresse dans les différentes missives qu'il adresse notamment à Monsieur le Bâtonnier de l'Ordre (cf côte P24 1/3, P25 et P26 notamment) ; et qu'enfin l'ensemble du dossier établit que Monsieur X est parfaitement au courant de la procédure disciplinaire dont il est actuellement l'objet puisque, après avoir sollicité le 25 janvier 2008 la copie de son dossier disciplinaire, l'avoir réceptionné le 3 mars 2008 auprès du secrétariat de l'Ordre, il a encore été verbalement avisé par Monsieur le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats au barreau de ROUEN à l'issue de son audition par le Conseil de l'Ordre le 15 avril 2008 de ce que, sa demande de récusation n'étant pas admise, son affaire serait évoquée par le Conseil de discipline à l'audience du 26 avril 2008.

Attendu par suite que le Conseil de discipline estime pouvoir régulièrement statuer sur le fond.

Attendu qu'il est reproché à Monsieur X d'avoir, dans le ressort de la Cour d'Appel de ROUEN, en tout cas sur le territoire national et depuis tant non couvert par la prescription :

1- contrevenu à l'interdiction qui lui est faite depuis la décision d'omission du Conseil de l'Ordre du 7 février 2006, d'exercer la profession d'avocat en violation des dispositions de l'article 74 de la loi du 31 décembre 1971 modifiée,

2 – contrevenu aux dispositions de l'article 1.3 du RIN au terme duquel « l'avocat exerce ses fonctions avec dignité conscience indépendance, probité et humanité dans le respect des termes de son serment.

Il respecte en outre dans cet exercice, les principes d'honneur, de loyauté, de désintéressement, de confraternité, de délicatesse, de modération et de courtoisie », en commettant des faits d'outrage et de diffamation à l'encontre du Bâtonnier et des membres du Conseil de l'Ordre, le 27 juillet 2007 et en adoptant à l'égard d'une cliente en instance de divorce un comportement heurtant les principes les plus élémentaires de dignité et d'honneur dans les relations entre un avocat et son client.

Il résulte de l'information les éléments suivants :

Exposé des faits

Par lettre en date du 6 septembre 2007, le Bâtonnier de l'Ordre déléguait Monsieur le Bâtonnier Pierre CONIL, membre du Conseil de l'Ordre, pour procéder à une enquête déontologique concernant Monsieur X, au visa de l'article 187 du décret du 27 novembre 1991.

Les faits concernés étaient les suivants :

- outrage et diffamation à l'encontre du Bâtonnier et des membres du Conseil de l'Ordre le 27 juillet 2007
- exercice de la profession d'avocat en période d'omission

Cette délégation était élargie par une lettre du 27 septembre aux faits dénoncés par Madame N, cliente de Monsieur X, au cours d'un entretien que le Bâtonnier MAHIU accordait à cette dernière, et au terme duquel il apparaissait que Monsieur X avait eu des relations sexuelles avec Madame N, relations sexuelles non consenties selon les dires de cette dernière.

Convoqué à deux reprises, les 2 octobre 2007 et 16 octobre 2007, Monsieur X ne se présentait pas.

Un procès-verbal de carence était dressé le 16 octobre 2007.

L'enquête déontologique à laquelle Monsieur le Bâtonnier CONIL aboutissait à l'ouverture de la procédure disciplinaire

En cet état, les faits reprochés à Monsieur X, aux termes de l'acte de saisine, sont les suivants :

a) Sur l'exercice de la profession d'avocat en période d'omission :

L'enquête du rapporteur permet d'établir que postérieurement au 7 février 2006, date de son omission, Monsieur X a continué à exercer la profession d'avocat, recevant soit en son cabinet, soit en mairie de CLERES, où il assurait un service de consultation, divers clients notamment Madame J, résidant à Yerville, pour un contentieux relevant du Juge aux affaires familiales ; les époux P pour un litige relatif à la liquidation de leur communauté ; Madame N pour une procédure de divorce ; Madame O pour un litige avec une banque, Monsieur et Madame R ; qu'il a continué à faire état de son titre d'avocat, usant de son papier à entête professionnel et percevant des honoraires.

Maître Pierre H, administrateur du cabinet de Monsieur X indiquait aux termes d'un courrier en date du 6 septembre 2007 que « nonobstant (son) interdiction d'exercice provisoire, (il continuait) en réalité à recevoir de la clientèle ».

Aux termes de ce courrier, Maître H rappelait à Monsieur X qu'il aurait même, dans un dossier, perçu des honoraires.

Dans son rapport d'administrateur en date du 19 octobre 2007, Maître H déplorait l'impossibilité dans laquelle il s'était trouvé en cours d'exécution de ses mandats de suppléant et d'administrateur de rencontrer Monsieur X. Il écrivait : « par contre, il reçoit des clients notamment à la mairie de Clères, salle Clara, et a continué d'exercer son activité, semble-t-il, en août et en septembre (Monsieur X a cru pouvoir diligenter une procédure d'appel entre les mains de Maître HAMEL dans un dossier P et ce le 5 octobre) ».

Ainsi, Monsieur X a contrevenu à l'interdiction qui lui est faite depuis la décision d'omission précitée du Conseil de l'Ordre du 7 février 2006 d'exercer la profession d'avocat.

b) Sur les faits d'outrage et diffamation à l'encontre du Bâtonnier et des membres du Conseil de l'Ordre commis le 27 juillet 2007 :

Monsieur X adressait au Bâtonnier de l'Ordre le 27 juillet 2007 une longue lettre recommandée avec accusé de réception dans laquelle il contestait les conditions dans lesquelles la suppléance de son cabinet avait été organisée. Il contestait également le bien-fondé de l'ordonnance du Bâtonnier du 17 juillet 2007 plaçant son cabinet sous administration.

Au soutien de sa critique, il mettait en cause le bâtonnier de l'Ordre et ce dans les termes principaux suivants :

« [...] En tant que déléguaire de ces deux bâtonniers, mission vous soit confiée alors que mes intérêts étaient en jeu, vos diligences m'ont toujours poussé à m'interroger sur vos sentiments à mon sujet car j'ai toujours ressenti de votre part un sentiment d'injustice tant il est que votre façon de faire m'a toujours paru suspecte ».

« Dans un dossier qui m'opposait à ma cliente, Madame Orange [...] vous [m'aviez] opposé un comportement qui n'était [pas] digne (...) ».

« [...] Vous aviez été chargé par madame Badina de l'enquête déontologique sans que la manière dont cette enquête a été menée par vous ait pu m'empêcher de ressentir, comme à l'accoutumée, lorsque vous intervenez alors que mes intérêts sont en jeu, toujours le même sentiment de subir injustice de la part d'un confrère dont les préjugés sur ma personne, pour être très subjectif, auraient dû lui permettre, s'il pouvait avoir à mon égard au moins le sens de l'équité voire de la justice, de s'abstenir d'apprécier et de s'occuper personnellement des dossiers qui m'intéressent ».

« [...] Vous aviez tout fait pour compromettre et faire capoter l'enquête déontologique diligentée par vous en tant que déléguaire de madame Badina, alors que c'était bien à cette occasion que vous auriez dû mener à bien votre mission pour vous faire une conviction et d'éviter de harceler un confrère dont la situation est difficile ».

« Me harceler sur ce problème de vente de fonds de commerce [...] et une façon d'abuser, et ce de gaieté de cœur du suffrage majoritaire [...] qui vous a fait bâtonnier de l'ordre [...] ».

« Il n'est pas concevable d'être à la tête de notre ordre et d'opposer un tel mépris et une telle hargne à l'égard d'un confrère dans la situation qui est la mienne ».

« Ainsi la machine à détruire ma modeste structure, et, à me détruire moralement dans la vue certaine de m'atteindre physiquement, s'était mise en marche et ce avec brutalité et, de surcroît, sans décision préalable de l'Ordre m'avisant de cette situation, tout étant mis en œuvre pour m'empêcher de faire face à mes dettes et d'aggraver davantage la situation de mon cabinet que la décision d'omission n'a pas « arrangé », étant aussi l'objet d'une procédure disciplinaire avec, sur la tête, une sanction lourde ».

« En réalité, votre intention vise à me placer dans la situation de l'avocat qui serait en situation de cessation de paiement [...] ».

Maître Pierre H était également mis en cause et ce dans les termes suivants, notamment :

« La désignation de Maître H n'a pas été anodine. Cela fut un cadeau du Bâtonnier en récompense du rapport qu'il aurait fait audit bâtonnier et ce à mon sujet [...]. Maître H était rémunéré ce que ce dernier ne m'avait jamais révélé [...] ».

Selon Monsieur X, maître H, le bâtonnier MAHIU et le Conseil de l'Ordre ensemble avaient contribué à sa perte :

«[maître H devra hériter de ma structure et de ma clientèle sans que je puisse percevoir le prix que j'aurais pu retirer s'il m'était advenu de céder en toute sérénité cette clientèle (...).»

« Je pourrais attraire pénalement le conseil de l'ordre, vous-même et les différents complices d'actes qui puissent être qualifiés d'escroqueries au préjudice de ma structure et de moi-même ».

Ainsi, Monsieur X n'a pas hésité, dans son courrier du 27 juillet 2007, à mettre en cause les organes de l'Ordre des Avocats dans des termes outrageants qui portent gravement atteinte aussi bien aux fonctions qu'à l'honorabilité des personnes qui les incarnent et qui constituent un manquement à l'article 1.3 du R.I.N.

c) Sur les accusations portées par Madame N :

Il résulte d'un procès-verbal d'audition établi par Monsieur le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats en date du 12 septembre 2007 que Madame N divorcée MD, accuse Maître X son avocat d'avoir tiré partie de sa position pour lui imposer, aussi bien à son cabinet qu'à son domicile, des rapports sexuels.

Devant le rapporteur, Madame N réitérait ses accusations.

Ces faits ont donné lieu au dépôt d'une plainte pour viol le 29 novembre 2007.

Il n'a pas été possible de recueillir dans le cadre de l'enquête déontologique les explications de Monsieur X sur ces graves accusations.

Il résulte des déclarations de madame N que Monsieur X s'est prévalu de son titre et de sa fonction pour entretenir des relations privées avec celle qui avait été sa cliente au prétexte d'un dossier dont il ne pouvait plus assurer la gestion.

Sans préjuger du caractère non consentis des relations sexuelles que Monsieur X a eu avec Madame N, il n'en reste pas moins que son comportement à l'égard d'une cliente en instance de divorce, procédure dont il avait la charge, heurte les principes les plus élémentaires de dignité et d'honneur dans les relations entre un avocat et son client.

Sur ce, le Conseil

1°/ Sur le grief d'exercice de la profession d'avocat en période d'omission

Monsieur X, docteur en droit, a obtenu le CAPA en 1993 et a prêté le serment d'avocat en 1994.

Il a été inscrit sur la liste du stage suivant délibération du Conseil de l'Ordre des avocats du barreau de ROUEN du 16 janvier 1994.

Suivant délibération du Conseil de l'Ordre du 25 septembre 1996, Monsieur X a été inscrit au grand Tableau.

Selon délibération du 7 février 2006, le Conseil de l'Ordre prononçait l'omission du Tableau de Monsieur X par application des dispositions de l'article 105 2° du décret du 27 novembre 1991 et de l'article 38 du règlement intérieur du barreau.

Cette délibération a été signifiée à Monsieur X par exploit de Maître CATHERINE, Huissier de Justice à YVETOT en date du 29 mars 2006 conformément à l'article 158 du code de procédure civile.

Le certificat de non appel a été délivré par Monsieur le Greffier en chef de

la Cour d'Appel de ROUEN Le 16 Mai 2006.

Ultérieurement, le 1er février 2008 Monsieur X a sollicité la levée de son omission ; Par décision du 26 février 2008, le Conseil de l'Ordre a rejeté cette demande constatant que les causes de l'omission perduraient.

Par ordonnance du 24 mai 2006, Madame le Bâtonnier Pascale H. BADINA, Bâtonnier en exercice, a procédé à la désignation de Maître Pierre H en qualité de suppléant pour assurer la gestion du cabinet de Monsieur X.

Par ordonnance du 17 juillet 2007, Monsieur le Bâtonnier Yves MAHIU, Bâtonnier en exercice, a mis fin à la suppléance et a désigné Maître Pierre H en qualité d'administrateur du cabinet de Monsieur X, lui conférant notamment la mission :

- de procéder au recouvrement des honoraires restant dus à Maître X par ses clients à la date du 7 février 2006,
- de procéder au règlement des créanciers de Maître X en fonction des disponibilités financières,
- d'inviter chacun des clients de Maître X à faire choix d'un autre conseil,
- de faire rapport de sa mission dans un délai de trois mois.

Par ailleurs, par un jugement du 14 avril 2008, le Tribunal de Grande Instance de ROUEN a prononcé l'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de Monsieur X.

En cet état, les éléments du dossier disciplinaire établissent indiscutablement que Monsieur X a contrevenu à l'interdiction d'exercer la profession d'avocat en période d'omission ainsi qu'il résulte notamment :

- du rapport de Maître Pierre H administrateur du cabinet de Monsieur X du 19 Octobre 2007

- des indications fournies le 12 Septembre 2007 par Madame N divorcée MOUCHARD à Monsieur le Bâtonnier de l'Ordre concernant les rapports professionnels intervenus entre Monsieur X et elle-même, indications corroborées par les pièces du dossier ;

- des correspondances émanant de « Maître X, avocat, 16 avenue Charles de Gaule BP 41 76760 YERVILLE » à l'occasion de différentes procédures et démarches entreprises en tant qu'avocat de ses clients ;

- des indications fournies par le Maire de la commune de CLERES au sujet des permanences tenues par Monsieur X en ladite Mairie ;

- des indications fournies par Maître Dominique HAMEL, avoué associé à la Cour d'Appel de ROUEN, concernant une procédure dont il avait été chargé par Monsieur X après l'omission de l'intéressé du Tableau de l'Ordre des Avocats du barreau de ROUEN.

Attendu par suite que la matérialité de l'exercice professionnel par Monsieur X après l'omission de ce dernier à effet du 7 février 2006 est établie,

Attendu que ces circonstances caractérisent l'exercice illégal de la profession d'avocat telle que prévue aux articles 4 et 72 de la loi du 31 décembre 1971 (en ce sens Cour de Cassation chambre criminelle 9 mars 1999 n° de pourvoi 98-8483) ainsi que l'usurpation du titre d'avocat comme prévu à l'article 74 de la même loi.

Attendu en conséquence que le Conseil considère qu'il y a lieu de retenir de ce chef Monsieur X dans les liens de la prévention.

2°/ Sur le grief d'outrage et de diffamation à l'encontre du Bâtonnier et des membres du Conseil de l'Ordre commis le 27 juillet 2007

Attendu que les termes employés par Monsieur X dans sa lettre adressée à Monsieur le Bâtonnier de l'Ordre du barreau de ROUEN le 27 juillet 2007 sont à la fois outrageants et diffamatoires en ce que, d'une part, ils portent atteinte à la dignité ou au respect dus à la fonction de Bâtonnier -ainsi le fait de suspecter expressément son Bâtonnier de partialité et d'injustice-, et d'autre part diffamatoires en ce qu'ils comportent des allégations ou des imputations de faits qui portent atteintes à l'honneur ou à la considération de la personne ou du corps auquel les faits sont imputés -ainsi s'agissant de l'allégation de Monsieur X relative aux prétendus agissements de Monsieur le Bâtonnier de l'Ordre « pour compromettre et faire capoter l'enquête déontologique diligentée par lui », ou visant à « détruire ma modeste structure et à me détruire moralement dans la vue certaine de m'atteindre physiquement ».

Attendu que de tels propos visant à la fois le Conseil de l'Ordre et le Bâtonnier sont évidemment contraires aux prescriptions de l'article 1.3 du RIN.

Attendu en conséquence que le Conseil retiendra de ces chefs Monsieur X dans les liens de la prévention.

3°/ Concernant le grief découlant des accusations de Madame N à l'encontre de Monsieur X

Attendu qu'il appert notamment du procès-verbal d'audition de Madame N par Maître Philippe LESCENE, membre du Conseil de l'Ordre, désigné le 27 novembre 2007 par le Conseil de l'Ordre des Avocats au barreau de ROUEN pour procéder à l'instruction contradictoire dans le cadre de la procédure disciplinaire ouverte à l'encontre de Monsieur X, que ce dernier aurait imposé à trois reprises et à l'occasion de son activité professionnelle, des relations sexuelles à Madame N.

Que tout en prenant acte à cet égard des déclarations de Madame N, le Conseil de discipline observe que Madame N a déposé le 27 novembre 2007, avec l'assistance de Maître Fabien PICCHIOTTINO, avocat au barreau de ROUEN, une plainte au Procureur à l'encontre de Monsieur X « pour viol ou tout autre qualification que pourraient revêtir les faits ».

Attendu en l'état que le dossier de la procédure disciplinaire ne permet pas au Conseil de connaître les suites qui ont été données à cette plainte pénale.

Attendu par suite que la présomption d'innocence, dont bénéficie Monsieur X et l'absence d'informations plus complètes qu'exigent le prononcé d'une sanction disciplinaire, conduisent le Conseil à surseoir à statuer jusqu'à plus ample informé à l'initiative de l'autorité de poursuite.

Et sur la sanction

Attendu en l'état des graves manquements dont Monsieur X est présentement convaincu et du fait que ce dernier a déjà fait l'objet d'une procédure disciplinaire qui a donné lieu le 4 décembre 2006 à une décision par laquelle le conseil de discipline des barreaux de la Cour d'Appel de ROUEN a prononcé la peine disciplinaire d'interdiction temporaire d'exercer d'une durée de trois ans dont deux années assorties du sursis, décision confirmée par arrêt de la Cour d'Appel de ROUEN en date du 12 février 2008, le Conseil de discipline estime devoir sanctionner Monsieur X par la peine disciplinaire de la radiation du Tableau des Avocats.

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement par jugement réputé contradictoire et en premier ressort ;

Dit établi les manquements reprochés à Monsieur X du chef de l'exercice illégal de la profession d'avocat comme de l'usurpation du titre d'avocat, manquements prévus et réprimés par les articles 4, 72 et 74 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 modifiée.

Dit également établie à l'encontre de Monsieur X, l'infraction d'outrage et de diffamation à l'encontre du Bâtonnier et des membres du Conseil de l'Ordre commis le 27 juillet 2007 en violation des dispositions des articles 183 du décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 modifié par le décret n°2005-531 du 24 mai 2005, et des dispositions de l'article 1.3 du Règlement Intérieur National de la profession d'avocat.

En conséquence prononce la radiation de Monsieur X du Tableau des Avocats du barreau de ROUEN.

Concernant les manquements reprochés à Monsieur X, au regard des accusations portées par Madame N, surseoit à statuer jusqu'à plus ample informé à l'initiative de Monsieur le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats du barreau de ROUEN en sa qualité d'autorité de poursuite.

Ordonne la publication de la présente décision auprès de chacun des Bâtonniers des barreaux du ressort de la Cour d'Appel de ROUEN, du Président de la Chambre des Avoués de la dite Cour, de Maître LEBLAY es-qualité de mandataire liquidateur de la liquidation judiciaire de Monsieur X et des Mairies de MONTVILLE, CLERES et de YERVILLE.

La présente décision a été signée par

Monsieur le Bâtonnier Benoît DAKIN,
Président,

Monsieur le Bâtonnier François HECKENROTH,
Secrétaire de séance